



**FORUM
SOCIAL
MONDIAL
MEXICO**
mai 2022
01 au 06

FORUM SOCIAL MONDIAL, MEXIQUE — 2022

MANIFESTE POUR LES «AUTRES ÉDUCTIONS»

Organisations, institutions et personnes de différentes parties de notre planète Terre, répondant à l'appel du Comité d'animation du Forum social mondial 2022, en associant modalités virtuelles et en personne, les 2, 3, 4 et 5 mai, depuis notre centre d'action situé dans la section 9 de la Coordination nationale des travailleuses et des travailleurs en Éducation, nous nous rencontrons pour analyser et faire des propositions ainsi que des actions de coordination autour de l'axe 7 sur *Éducation, Science et Technologie*, dans le cadre de cet important conclave mondial.

Sept tables de dialogue sur des sujets de haute pertinence pour l'analyse de la situation de l'Éducation, de la Science et de la Technologie dans le contexte actuel, ainsi qu'une assemblée sur ces sujets en Éducation, en Science et en Technologie, qui ont donné lieu à ce document, ainsi que notre présence à la *Féria de l'éducation* où nous présenterons des témoignages de nos progrès pour la construction des «Autres éducations», ont été au cœur de l'élaboration de notre programme d'activités.

Ces jours de dialogue intense, fraternel et révolutionnaire sur les expériences, les études et les propositions issues de territoires et de perspectives différentes et diverses, à partir de la constatation que le monde est à un moment crucial, définitif profondément, aggravé par la conséquence d'une crise civilisationnelle à caractère occidental et capitaliste, celle de la pandémie du coronavirus qui, en raison de ses effets sociaux, est en fait une syndémie, résultant de l'assaut du « capitalisme cognitif » des entreprises

transnationales du secteur des télécommunications et de la technologie de l'éducation, nous affirmons ce qui suit :

1. Nous confirmons notre plein engagement pour la construction d'«Un Autre Monde possible», un monde de décolonisation, dépatriarcal, anticapitaliste et antiraciste, promoteur de la paix avec la justice.
2. Nous nous engageons à partir de nos expériences mises en pratique dans les communautés de la planète Terre comme graines d'espoir, ainsi que du conflit mondial, dans lequel nous continuerons notre lutte pour la construction de résistances et d'alternatives qui nous permettent d'avoir une éducation publique et gratuite, de qualité avec pertinence culturelle et pertinence sociale, libératrice, transformatrice et populaire, communautaire et démocratique, scientifique, intraculturelle et interculturelle, diverse, plurielle et inclusive, fondée sur un dialogue égalitaire concernant les connaissances et les savoir-faire.
3. Nous appelons à construire les « autres éducations », à partir d'approches émancipatrices, d'initiatives innovantes des éducatrices et des éducateurs et de projets éthiques — approches politiques alternatives fondées sur l'éducation dans, de et pour la vie — ainsi que sur la reconnaissance de l'éducation tout au long de la vie et dans tous les domaines, qui ne tient pas seulement compte des critères d'âge, mais valorise également la diversité.
4. Nous défendons l'éducation en tant que droit humain et il est donc essentiel que les États garantissent non seulement l'accès, mais également la permanence et l'obtention d'un diplôme par les étudiants-es en établissant des conditions économiques, sociales et politiques nécessaires à cet effet, sans lésiner sur les ressources suffisantes à investir dans l'enseignement public, car ce n'est pas l'élève qui abandonne le système éducatif, mais plutôt l'État qui les abandonne et les empêche de poursuivre leur parcours éducatif.
5. Nous dénonçons les processus de standardisation de l'éducation, de marchandisation et de déterritorialisation des institutions éducatives comme faisant partie de l'offensive du capital sur le droit à l'éducation.
6. Nous demandons un nouveau cadre institutionnel et une gestion globale des systèmes éducatifs avec la diversité des espaces d'apprentissage qui valorisent et relient l'éducation formelle et non formelle. Nous demandons la création de mécanismes de contrôle et de responsabilités pour la réalisation du droit à l'éducation et de sa mise en œuvre, et que les États garantissent un accès équitable et suffisant pour l'Éducation, la Science et de la Technologie.

7. Nous dénonçons le fait que, malgré les contestations croissantes, le patriarcat et le machisme persistent dans le système éducatif et nous exprimons notre plein engagement à développer des actions éducatives qui changent substantiellement cette situation.
8. Nous dénonçons les nouveaux modèles de privatisation de l'éducation, intensifiés par la pandémie de COVID-19, en transférant les responsabilités des États nationaux de garantir des conditions minimales d'apprentissage sur les familles, les élèves et les enseignants, qui ont dû payer la connexion internet, acheter du matériel informatique et payer pour accéder aux plateformes.

Nous mettons en garde contre l'appropriation des savoirs réalisée par de grandes entreprises profitant de l'utilisation intensive des différentes plateformes pendant le confinement causé par la pandémie, ainsi que sur les accords que les gouvernements signent avec les entreprises technologiques pour fournir des plateformes pédagogiques conçues uniquement pour reproduire la connaissance.

Nous affirmons que la numérisation et l'utilisation de la technologie dans l'éducation sont importantes, mais que ce n'est ni la solution ni qu'elle soit suffisante pour résoudre les gros problèmes de l'éducation pour canaliser les « autres éducations ». En conséquence, nous exigeons la responsabilité de l'État dans la fourniture de ces services et de toutes les conditions minimales pour la continuité des processus pédagogiques lorsque la virtualité et le monde numérique sont nécessaires; nous exigeons une formation aux enseignants-es (initiale et continue) visant à élaborer des propositions de formation pour le personnel enseignant et à travailler dans des environnements virtuels et numériques avec une perspective libératrice; nous exigeons la conception de plateformes autonomes et souveraines, à partir du terrain de la construction populaire, qui offrent des possibilités pour la pensée critique et créative, et une éducation émancipatrice dans les modèles hybrides d'éducation; nous demandons de surmonter l'utilisation instrumentale et la survalorisation de l'éducation virtuelle par rapport à l'éducation en personne, ainsi que l'élargissement de l'interaction entre les étudiants-es, les éducatrices et les éducateurs, les communautés éducatives et la société dans son ensemble, en assumant la virtualité comme complément aux processus en personne. L'éducation du XXI^e siècle doit garantir la présence de rencontres humaines pour apprendre à vivre, coexister, créer et faire ensemble un monde de justice sociale en même temps que nous nous approprions la science et la technologie d'aujourd'hui.

9. Considérant que la science et la technologie sont des cibles du capitalisme, qu'il transforme ou conditionne le rôle du chercheur-se et fait croire que le productivisme est « l'excellence académique », nous soutenons que la science et la technologie doit répondre aux besoins de la société et aux défis mondiaux, nous

exigeons d'encourager la capacité des organismes de recherche et des chercheurs-euses en sciences et technologie pour établir un lien fort entre la science, la technologie et la société.

10. Considérant l'importance du symbolique comme mécanisme de construction de la communauté, des alliances et des rencontres, qui sont un gage de paix et de processus éducatif, les «libérateurs-trices» réclament les outils symboliques pour la construction de l'unité et les alliances de notre peuple, la communauté et la paix avec la justice sociale.
11. Considérant que les organisations et communautés de travailleurs-euses de l'Éducation, de la Science et de la Technologie et des étudiants-es, des familles, ainsi que d'autres les mouvements socio-éducatifs constituent un facteur déterminant dans la construction des résistances anticapitalistes, nous proposons de privilégier leur unité de classe et leur combativité.
12. Nous confirmons qu'en ces temps, l'éducation, la science et la technologie doivent approfondir leurs processus éthiques et politiques qui contribuent à la transformation sociale en constante interaction avec les mouvements sociaux, les citoyens-nes, les peuples agricoles indigènes et paysans, les associations et syndicats d'enseignants-es, les fédérations étudiantes, les centres de recherche, les groupes académiques, ce qui constitue la génération de réponses alternatives à la démocratisation de la production, à la socialisation et au dialogue des connaissances et aux connaissances avec des approches et des méthodologies typiques, entre autres, de la l'éducation populaire, de la pédagogie critique et d'autres formes d'éducation émancipatrices et socialement référencées.
13. Nous soulevons la nécessité de faire prendre conscience de l'urgence de construire des propositions éducatives inclusives pour les personnes handicapées ou sont l'objet de demandes judiciaires ou policières.
14. D'une perspective large et inclusive de nos conceptions de l'éducation, nous proposons de concevoir et de mettre en pratique l'éducation des jeunes et des adultes (EJA), qui favorise la citoyenneté, l'éducation populaire et le «partage» des savoirs et expériences, et l'éducation des adultes (Y&AE), qui promeut la citoyenneté, l'éducation populaire et le «partage» des connaissances et des expériences, ainsi que l'éducation à, de et pour la vie, orientée pour la protection de la santé, le travail décent, la sécurité alimentaire, le bien-être, ainsi que la production, l'appropriation et l'utilisation des connaissances.

la production, l'appropriation et l'utilisation de la connaissance par la population, avec une pleine valorisation de son identité et de sa valeur sociale.

15. Nous exigeons que l'on accorde une attention équitable à la situation des éducatrices-eurs dans tous les domaines, suivant les modalités et les niveaux des systèmes éducatifs, en leur reconnaissant des conditions de travail décentes, des salaires équitables et des plans de carrière, ainsi qu'en priorisant leur formation et à leur professionnalisation.
16. Nous réaffirmons qu'on doit garantir l'accès, la rétention et la réussite des étudiants-es dans leur formation dans les universités et toutes les autres formes d'enseignement supérieur, ainsi que nous exhortons que toutes ces formes d'éducation accompagnent les processus de transformation visant à construire des sociétés justes, inclusives et démocratiques.
17. Compte tenu de la proximité de deux événements internationaux d'une grande importance pour l'avenir de l'éducation, convoqués par l'UNESCO, la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (18 - 20 mai 2022) et la septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes — CONFINTEA VII (15 - 17 juin 2022), nous exigeons qu'elles répondent à la participation de la société et aux besoins de transformation de la période historique actuelle, ainsi que qu'elles constituent la base de la construction d'une éducation critique et émancipatrice.
18. Nous, les organisations, institutions et individus participant au Forum social mondial, ainsi que les autres instances qui partagent les objectifs de cette initiative, affirment la nécessité de renforcer nos liens de solidarité et de travail coordonné en faveur de la construction d'autres éducations décolonisatrices, dépatricale, antiraciste et anticapitaliste.

Mexico, le 5 mai 2022